



**PRÉFET
DE LA RÉGION
AUVERGNE-
RHÔNE-ALPES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Préfet de région

**Décision de l'Autorité chargée de l'examen
au cas par cas sur le projet dénommé
« Boisement de 2,6 ha de prés agricoles »
sur la commune de Montrottier
(département du Rhône)**

Décision n° 2022-ARA-KKP-3593

DÉCISION
à l'issue d'un examen au cas par cas
en application de l'article R.122-3-1 du code de l'environnement

Le préfet de région Auvergne-Rhône-Alpes,

Vu la directive 2011/92/UE modifiée du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2, R.122-3 et R.122-3-1 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'écologie, du développement durable, et de l'énergie du 12 janvier 2017, relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu l'arrêté n° 2021-172 du 21 avril 2021 du préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, portant délégation de signature à M. Jean-Philippe Deneuvy, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

Vu l'arrêté n° DREAL-SG-2022-22 du 7 février 2022 portant subdélégation de signature en matière d'attributions générales aux agents de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes ;

Vu la demande enregistrée sous le n° 2022-ARA-KKP-3593, déposée complète par Monsieur Frédéric Laplace le 27 janvier 2022 et publiée sur Internet ;

Vu les éléments de connaissance transmis par la Direction départementale des territoires du Rhône le 2 février 2022 ;

Vu la consultation de l'Agence régionale de santé en date du 27 janvier 2022 ;

Considérant que le projet consiste en un boisement de prés agricoles d'une surface d'environ 2,6 ha sur les parcelles cadastrées n° AE 04 (1,04 ha) et AE 09 (1,65 ha) de la commune de Montrottier (69) ;

Considérant que le projet présenté relève ainsi de la rubrique 47. c) du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement, relative aux « *premiers boisements d'une superficie totale de plus de 0,5 hectare* » ;

Considérant que la densité de plantation prévue reste faible : 60 plants par hectare environ, permettant de maintenir une végétation herbeuse entre ceux-ci ;

Considérant que les essences plantées seront uniquement des feuillus (frênes, chênes, châtaigniers, merisiers, tilleuls, noyers), essences adaptées au sol calco-alcalin ;

Considérant que les boisements déjà présents sur le site, notamment la ripisylve du ru des Chevrolières, seront conservés ;

Considérant l'absence de traitement chimique des plants ;

Considérant les précautions que le pétitionnaire s'engage à mettre en œuvre durant la phase de travaux :

- réalisation des travaux à une période adaptée afin d'éviter l'émission de matières en suspension dans le ru en contrebas ;
- pas de stationnement d'engins ni d'opérations sur ceux-ci (approvisionnement, ajout d'huile, etc.) sur les parcelles concernées, mais sur une aire déjà artificialisée identifiée.

Considérant que l'ensemble de ces mesures permettra de prévenir tout impact significatif sur les enjeux écologiques identifiés sur les parcelles concernées par le projet de boisement, en partie couvertes par la ZNIEFF de type I « Vallon du Torranchin » (n° 820032241), secteur de vallons relativement encaissés accueillant une biodiversité remarquable : avifaune variée, Truite fario et Écrevisse à pattes blanches, notamment ;

Considérant par ailleurs que les éventuels prélèvements d'eau dans le ru des Chevrolières pour arroser les plans devront respecter les obligations de déclaration ou d'autorisation préalable détaillées dans les articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement ;

Concluant, au regard de tout ce qui précède, compte-tenu des caractéristiques du projet présentées dans la demande, des enjeux environnementaux liés à sa localisation et de ses impacts potentiels, que le projet ne justifie pas la réalisation d'une étude d'évaluation environnementale.

DÉCIDE

Article 1^{er} : Sur la base des informations fournies par le pétitionnaire, le projet de boisement de 2,6 ha de prés agricoles sur la commune de Montrottier présenté par Monsieur Frédéric Laplace, enregistré sous le n° 2022-ARA-KKP-3593, **n'est pas soumis à évaluation environnementale** en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 2 : La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3-1 du code de l'environnement, ne dispense pas du respect des réglementations en vigueur, ni des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis par ailleurs.

Elle ne préjuge pas des décisions qui seront prises à l'issue de ces procédures.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet est exigible si celui-ci, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet négatif notable sur l'environnement.

Article 3 : La présente décision sera publiée sur le site Internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes.

Fait le 3 mars 2022,

Pour le préfet et par subdélégation
La responsable du pôle Autorité
environnementale

Mireille FAUCON

Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Seule la décision soumettant à évaluation environnementale peut faire l'objet d'un recours contentieux. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du VI de l'article R. 122-3 du code de l'environnement et doit être effectué dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision ou de sa mise en ligne sur internet. Ce recours suspend le délai du recours contentieux. Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du RAPO. L'administration statuera sur le fondement de la situation de fait ou de droit prévalant à la date de sa décision.

La décision dispensant d'évaluation environnementale ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours contentieux. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision autorisant le projet.

Où adresser votre recours ?

- Recours administratif ou le RAPO

Monsieur le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes
DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, service CIDDAE / pôle AE
69453 LYON cedex 06

- Recours contentieux

Monsieur le président du Tribunal administratif de Lyon
Palais des juridictions administratives
184 rue Duguesclin
69433 LYON Cedex 03